

ENSEIGNER L'HISTOIRE POLITIQUE. L'EXEMPLE DE LA FRANCE DU MILIEU DU XIX^e SIECLE A 1914 EN CLASSE DE PREMIERE L, ES

1^{re} L, ES : De la II^e République à 1879, à la recherche d'un régime politique; la République, l'enracinement d'une nouvelle culture politique, 1879-1914.

1^{re} S : Tableau de la France à la Belle Époque, les aspects politiques.

A partir du dossier le candidat doit:

- ✓ Replacer le sujet dans la programmation de l'année de Première.
- ✓ Enoncer les difficultés inhérentes au sujet.
- ✓ Proposer un plan de séquence (1^{re} L, ES) avec les objectifs et les problématiques correspondants et proposer une évaluation en utilisant les documents proposés à la fin du dossier.
- ✓ Préciser comment il utiliserait (ou non), les organigrammes présentés dans le dossier.

Composition du dossier:

Document 1 : « L'histoire politique », René RÉMOND, article « Du politique », dans *Pour une histoire politique*, Seuil, 1996 (première édition, 1988), pages 381-382 et 385-387.

Document 2 : Extraits des programmes de la classe de 1^{re} (BO du 15-08-98) et des documents d'accompagnement.

Doc.2a). classe de 1^{re} L, ES.

Doc.2b). classe de 1^{re} S.

Document 3 : Organigrammes des institutions politiques français de la seconde moitié du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle, d'après le manuel d'histoire Hatier, 2003, classe de 1^{re} L, ES, pages 124 et 125.

Document 4 : Double page d'étude de documents, manuel d'histoire Nathan, 2003, classe de 1^{re} L, ES, collection Le Quintrec, pages 162 et 163.

Document 1 : « L'histoire politique ».

La politique est l'activité qui se rapporte à la conquête, à l'exercice, à la pratique du pouvoir : ainsi les partis sont politiques parce qu'ils ont pour finalité; et leurs adhérents pour motivation, d'accéder au pouvoir. Mais pas n'importe quel pouvoir ! L'abus, fait depuis 1968, de la notion de pouvoir et l'extension de son application ont entraîné sa dilution : tout serait rapport de pouvoir : dans l'enseignement, la famine, les relations interprofessionnelles. L'école, la famille seraient-elles donc des sociétés politiques et les conflits dont elles sont le théâtre des conflits politiques ? Seule est politique la relation avec le pouvoir dans la société globale : celle que constitue la totalité des individus habitant un espace délimité par des frontières qu'on appelle précisément politiques. Dans l'expérience historique occidentale elle se confond avec la nation et a pour instrument et symbole l'État. C'est aussi le seul groupement humain auquel on reconnaisse le pouvoir de décider pour tous, la capacité d'imposer l'observation des lois et le droit de sanctionner les infractions. Cependant, si, la politique est ce qui a un rapport direct à l'État et à la société globale, il ne s'y réduit pas : il s'étend aussi aux collectivités territoriales et à d'autres secteurs par ce mouvement qui tantôt dilate et tantôt rétrécit le champ du politique. Il n'est guère de secteur ni d'activité qui, à quelque moment de l'histoire, n'ait eu un rapport avec le politique : il y a une politique du logement comme de l'énergie ; la télévision est un enjeu politique, le syndicalisme intervient dans le champ des forcés politiques. Autour d'un noyau stable et restreint qui correspond grossièrement aux fonctions régaliennes de l'Etat traditionnel, le champs de l'histoire politique irradie en toute direction et détache comme une multiplicité de digitations. Rien ne serait plus contraire à l'intelligence du politique et de sa nature que de le représenter comme un isolat : il est sans rivages et communique avec la plupart des autres domaines. Aussi les historiens du politique ne sauraient-ils s'y cantonner et cultiver leur jardin secret à l'écart des grands courants qui traversent l'histoire. L'histoire politique demande à s'inscrire dans une perspective globale où le politique est un point de condensation. [...]

Parce que le politique est le lieu de gestion de la société globale, il commande en partie les autres activités ; il définit leur statut, il régleme leur exercice. La loi autorise, ou interdit, encourage ou entrave. Les crédits publics suscitent, assistent favorisent. [...] L'historien du politique ne revendique pas pour l'objet de son attention préférentielle une hégémonie ; il ne prétend pas que tout est politique, ni n'aura l'imprudence de soutenir que le politique a toujours le premier et le dernier mot, mais il constate que le politique est le point où confluent la plupart des activités et qu'il récapitule les autres composantes de l'ensemble social. [...] Qui sait si une raison cachée, peut-être inconsciente, pour laquelle les historiens ont tenu l'histoire politique en suspicion n'est pas qu'elle dérange ? Elle dérouté les efforts d'explication par une causalité quelque peu mécanique. La politique ne suit pas un développement linéaire : elle est faite de ruptures qui paraissent autant d'accidents à l'intelligence organisatrice du réel. L'événement y introduit inopinément de l'imprévisible : c'est l'irruption de l'inattendu, partant de l'inexpliqué, quelque effort que les historiens fassent pour le résorber et l'intégrer dans une succession logique. Il y a en politique plus dans les effets que dans les causes, ou, pour parler plus exactement, on ne trouve pas dans les antécédents tout ce qui en sortira : c'est la part de la contingence. Certes elle existe partout : elle n'est pas moindre dans l'ordre culturel : l'apparition d'un génie littéraire où artistique, l'émergence d'une philosophie nouvelle échappent autant à l'explication par les précédents, mais en politique c'est l'ordinaire de l'histoire. Le politique est le point de la plus grande convergence de séries causales, et sa complexité le rend plus difficile encore à déchiffrer. L'événement est la défaite d'une certaine rationalité mais pas pour autant la confusion de l'intelligence, l'événement, à plus forte raison la crise qui est un paroxysme de l'événement, a aussi la caractéristique d'être irréversible; il modifie irrémédiablement le cours des choses. Contrairement aux Utopies réactionnaires qui rêvent de renouer la chaîne des temps ou de refermer les parenthèses, on ne remonte pas le cours de l'histoire : les césures sont définitives. De la que les événements politiques soient fondateurs des mentalités : l'évènement soude une génération et son souvenir restera jusqu'à son dernier souffle une référence chargée d'affectivité, positive ou négative jusqu'à ce que, avec sa disparition, il s'abîme dans l'inconscience de la mémoire collective où il continuera cependant d'exercer quelque influence insoupçonnée.

Parce qu'il récapitule les autres niveaux de la réalité, le politique est une des expressions les plus hautes de l'identité collective : un peuple s'exprime par sa façon de concevoir, de pratiquer, de vivre la politique aussi bien que par sa littérature, son cinéma ou sa cuisine. Sa relation à la politique le révèle comme ses autres comportements collectifs. [...] Ce qu'on appelle parfois la culture politique et qui résume la singularité du comportement d'un peuple n'est pas un élément entre autres du paysage politique : c'est un puissant révélateur de l'ethos d'une nation et du génie d'un peuple.

René Rémond. « Du politique », dans René Rémond (dir), 1988, *Pour une histoire politique*, Paris, Éditions du Seuil, rééd. Paris, Points-Seuil, 1996.

II – La France du milieu du XIX^e siècle à 1914 (10 heures)

1. Le cadre territorial et démographique

On présente l'évolution du territoire national et sa maîtrise progressive – notamment grâce à l'achèvement du réseau routier et ferroviaire –, puis la spécificité de la transition démographique française.

2. De la Deuxième République à 1879 : la recherche d'un régime politique

On examine comment la France est à la recherche d'institutions capables d'inscrire l'héritage de la Révolution dans la société nouvelle. La présentation des années 1870-1871 – de la défaite à la Commune – permet de souligner cet enjeu.

3. La République : l'enracinement d'une nouvelle culture politique (1879-1914)

La culture républicaine qui s'impose progressivement à partir des années 1880 associe respect de l'individu, prépondérance de la Chambre des députés désignée par la nation souveraine, rôle décisif de l'instruction publique pour la formation du citoyen et le dégagement d'une élite, réponse aux attentes de la classe moyenne indépendante, adhésion à un ensemble de symboles et de rites. Cette culture est dominante au tournant des XIX^e-XX^e siècles, ce qui ne signifie pas qu'elle n'a pas des adversaires.

Extraits des programmes

De la Deuxième République à 1879 : la recherche d'un régime politique

Ce thème invite à une réflexion sur la recherche d'institutions efficaces pour un État important, dont la société est marquée par les acquis et les principes de la Révolution et engagée dans les mutations liées au processus d'industrialisation.

Les questions des années 1848-1851 (thème V de seconde) : démocratie sociale, articulation entre représentation politique et suffrage universel, entre autorité et démocratie, entre exécutif et législatif et entre Paris et province constituent le point de départ ainsi que les enjeux durables.

Le Second Empire est un césarisme démocratique, dans lequel le suffrage universel n'est pas remis en question mais confisqué par une pratique autoritaire : la souveraineté populaire est absorbée par un homme. L'évolution libérale maîtrisée voulue par Napoléon III : hérédité, appel direct au peuple et gouvernement représentatif, se brise sur sa politique étrangère, inscrite dans la tradition solidement ancrée de la gloire nationale.

La crise nationale qui court de septembre 1870 à mai 1871 illustre l'intérêt du temps court et la valeur explicative de l'événement. Le désastre de la guerre avec la Prusse entraîne la proclamation de la république, durablement marquée par le provisoire. Deux conceptions s'affrontent alors : la vision nationaliste de Gambetta qui veut poursuivre la guerre heurte le libéralisme et la prudence des républicains modérés et les aspirations à la paix des ruraux. Le suffrage universel élit une Assemblée majoritairement monarchiste, qui confie le pouvoir exécutif à Thiers, partisan de la paix.

Une partie des Parisiens, refusant que leur résistance, toute jacobine, contre les Prussiens se termine ainsi, estimant la république menacée et refusant la « décapitalisation » de leur ville, s'insurge en mars 1871.

La Commune défend la démocratie directe, mène une politique qui anticipe sur celle de la Troisième République et esquisse des projets (république sociale et pour partie fédérale).

Après son écrasement, la période 1871-1879 est marquée par la marginalisation de ceux qui refusent la république et la victoire de la conception libérale et parlementaire du pouvoir sur la conception autoritaire. Le suffrage universel tranche à plusieurs reprises, amenant la démission de Mac-Mahon en janvier 1879. Ce fait entérine une césure importante, pour le fonctionnement des institutions comme pour la recomposition du système des forces politiques.

Extraits des documents d'accompagnement.

Bibliographie

- Demier Francis, *La France du XIX^e siècle, 1814-1914*, Le Seuil, 2000, coll. « Points Histoire », p. 163-322.
- Rémond René, *La Vie politique en France depuis 1789*, tome 2, « La vie politique en France, 1848-1879 », Armand Colin, coll. « U Géographie », 382 p.
- Rougerie Jacques, *La Commune de 1871*, PUF, 1992, coll. « Que sais-je? », 128 p., et *Paris insurgé, la Commune de 1871*, Gallimard, 1995, coll. « Découvertes », 160 p.
- Winock Michel, « La poussée démocratique 1840-1870 », in Bernstein Serge et Winock Michel (dir), *Histoire de la France politique*, tome 3, « L'invention de la démocratie, 1789-1914 », Le Seuil, 2002, coll. « L'Univers historique », p. 109-152 (à consulter en bibliothèque).

Extraits des programmes

Extraits des documents d'accompagnement

La France de 1900 à 1939
(12 heures)

Trois moments se succèdent, que les libellés retenus font correspondre à différents modes d'exposition historique: un tableau, la présentation de la manière dont un événement imprime sa marque sur une société, l'analyse d'une crise complexe et globale.

Tableau de la France à la Belle Époque

L'expression de « Belle Époque » date de l'après-guerre, quand les survivants de l'épreuve affirment leur aspiration à une reconstruction à l'identique. Le point de départ retenu par le programme, 1900, pallie les hésitations de la périodisation (la césure traditionnelle de 1896 entre Grande Dépression et reprise s'exprime nettement dans le mouvement des prix, alors que les performances de la production demeurent médiocres jusqu'au milieu des années 1900). Les traits retenus par le programme l'ont été pour leur contribution à la compréhension de l'histoire nationale durant la Belle Époque et ultérieurement; le fait colonial sera travaillé en terminale. L'étude de la croissance économique peut être incluse dans le paragraphe précédent ou articulée avec lui, en soulignant traits communs et spécificités: cycle industriel rythmant de plus en plus le développement économique, fluctuations longues communes à tous les espaces envisagés mais accentuées, étroitesse du marché intérieur, etc.

S'intéresser au monde rural apparaît une évidence: au début de la période, il rassemble 22 millions de Français et le secteur agricole fait pratiquement jeu égal avec l'industrie au sein du PIB. On comprend l'enjeu idéologique et politique que représente durablement la ruralité. Malgré ses traits communs, un univers aussi ample ne peut être homogène, ce que montre une esquisse de la diversité des sociétés rurales et des différences introduites par la structure agraire, les modes d'exploitation et la distinction salariés/exploitants. L'expression « large consensus républicain et patrio-

II. La France de 1900 à 1939 (12 heures)

1. Tableau de la France à la « Belle Époque »

On présente des traits majeurs de la France durant la quinzaine d'années qui précèdent la guerre: poids et contrastes du monde rural, croissance économique, vie politique marquée par la constitution de Paris et la domination des radicaux, large consensus républicain et patriotique et rayonnement culturel de Paris.

Culture politique

L'expression de culture politique désigne un ensemble de représentations qui servent de référents communs et de valeurs partagées et nourrissent une action pour une projection commune dans l'avenir. La domination d'une culture dans une aire et un temps donnés (ici, la culture républicaine dans la France de la Belle Époque) n'exclut pas l'existence d'autres cultures, qui subissent même à leur corps défendant, l'influence de la première et ont avec elle des zones de recouvrement¹⁴.

« rappelle que, vers 1900, un double mouvement s'achève: l'État-nation est l'espace commun et la République, forme française de la démocratie libérale, est victorieuse dans les rapports de force politiques et culturels.

Pour autant, des clivages existent parmi les républicains sur l'attitude à avoir envers le catholicisme, la politique de défense nationale ou la nécessité et la vision d'une action socio-économique.

C'est dans ce contexte d'ensemble et face à ces questions vives que se déploie la vie politique des années 1900-1914. Même si des modérés y jouent un rôle majeur (Waldeck-Rousseau et Poincaré), le programme met l'accent sur les radicaux.

Cela s'explique par la novation que représente la fondation en 1901 du Parti républicain radical et radical-socialiste et son arrivée au pouvoir en 1902. Constitué initialement d'une fédération assez lâche, ce parti occupera durablement une place importante sur l'échiquier politique.

Sa fondation est représentative de la croissance des structures collectives (SFIO, mouvements de jeunesse, syndicats, etc.). Son double statut de capitale incontestée et de ville-monde, au fort rayonnement symbolisé par l'Exposition universelle de 1900, explique que l'on accorde à Paris une attention particulière. Parmi les entrées possibles, le programme privilégie l'attraction culturelle que Paris exerce à l'échelle nationale et internationale.

Bibliographie

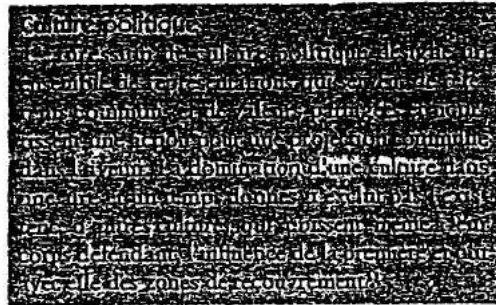
- Winock Michel, *La Belle Époque, la France de 1900 à 1914*, Perrin, 2002, coll. « Pour l'histoire », 432 p.
- Rioux Jean-Pierre, Sirinelli Jean-François, *Histoire culturelle de la France*, tome 4, « Le temps des masses: le XX^e siècle », Le Seuil, 1998, p. 6-111.
- Bernstein Serge, « Naissance des partis politiques modernes », in Bernstein Serge, Winock Michel (dir.), *Histoire de la France politique*, tome 3, « L'invention de la démocratie, 1789-1914 », Le Seuil, 2002, coll. « L'Univers historique », p. 413-466 (p. 438-443 sur le Parti radical).
- Charle Christophe, *Paris fin de siècle, culture et politique*, Le Seuil, 1998, coll. « L'Univers historique », p. 7-48.

14. Voir également: Bernstein Serge, « La culture politique », in Rioux Jean-Pierre, Sirinelli Jean-François (dir.), *Pour une histoire culturelle*, op. cit.

La république: l'enracinement d'une culture politique (1879-1914)

Le programme centre l'étude de la première époque de la Troisième République sur la *culture politique* qui s'impose après 1879 et il en précise les composantes. La culture républicaine domine la période 1879-1914, définissant un ensemble de références comme l'inscription dans la lignée philosophique des Lumières et du positivisme et la réclamation de l'héritage idéalisé de la Révolution française. Cet ensemble de valeurs partagées fonde une pratique institutionnelle parlementaire, une *société* de progrès graduels répondant aux attentes majoritaires et dont l'école publique, dégagée de l'influence jugée obscurantiste de l'Église, est le moteur, le vote des

grandes lois républicaines, enfin un langage et des rites adéquats (la *Marseillaise* devient hymne national en 1879 et le 14-Juillet, fête nationale en 1880).



11. Voir également : Bernstein Serge, « La culture politique », in Rioux Jean-Pierre et Sirinelli Jean-François (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Le Seuil, 1997, coll. « L'Univers historique ».

Des antagonismes l'opposent à ceux qui, se réclamant du *socialisme*, du *nationalisme* ou de la *droite* contre-révolutionnaire, proposent des alternatives; mais ces derniers ne peuvent ignorer le modèle républicain et tous composent avec sa prégnance dans l'opinion. Les crises, comme l'affaire Boulanger ou le scandale de Panama, consacrent la solidité des institutions fondées en 1875, rodées et infléchies jusqu'en 1879. La violence anarchiste est combattue, au nom d'une démocratie politique où la démocratie sociale doit provenir de réformes lentes. L'affaire Dreyfus est l'occasion de l'affirmation des courants nationalistes, auxquels est sensible une partie des élites et de l'électorat catholiques. Elle est

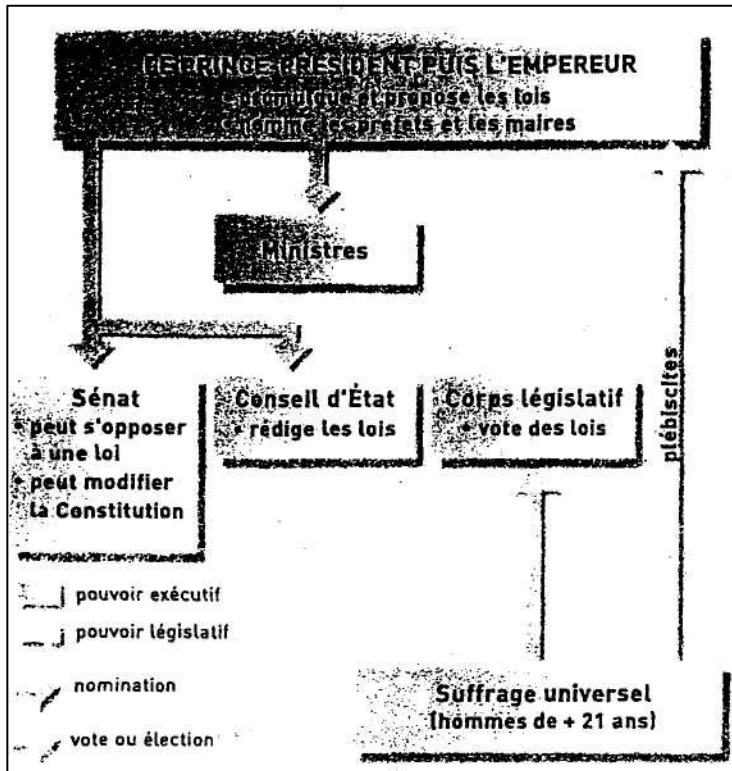
surtout l'occasion de l'approfondissement de la culture républicaine autour du caractère sacré des droits de l'homme, complétés par l'impératif du *solidarisme* (ceux qui ont le mieux réussi ont un *devoir fiscal*) et l'affirmation de droits sociaux. La séparation des Églises et de l'État de 1905, mûrie durant le ministère du radical Combes, marque un aboutissement logique, quoique longtemps différé, de la sécularisation conduite par les républicains.

Au total, la France de la seconde moitié du XIX^e siècle offre un exemple d'évolution, au rythme hétérogène, vers la démocratie libérale; celle-ci y revêt une forme spécifique: la *république*.

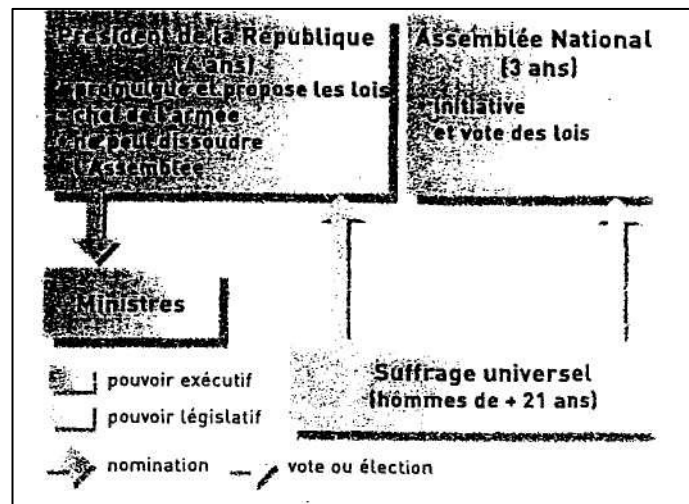
Bibliographie

- Demier Francis, *La France du XIX^e siècle, 1814-1914*, Le Seuil, 2000, coll. « Points Histoire », p. 163-322.
- Rémond René, *La République souveraine*, Fayard, 2002, 400 p.
- Bernstein Serge, « La synthèse démocrate-libérale en France 1870-1900 » et « Naissance des partis politiques modernes », et Winock Michel, « Le moment Dreyfus et l'approfondissement d'une culture politique républicaine », in Bernstein Serge et Winock Michel (dir.), *Histoire de la France politique*, tome 3, « L'invention de la démocratie, 1789-1914 », Le Seuil, 2002, coll. « L'Univers historique », p. 257-302, 415-466 et 303-334 (à consulter en bibliothèque).
- Amalvi Christian, « Le 14-juillet, du *Dies irae* à *Jour de fête* » et Vovelle Michel, « La *Marseillaise*, la guerre ou la paix », in Nora Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire*, tome 1, « La République », Gallimard, 1997, coll. « Quarto », p. 383-420 et 107-149.
- Agulhon Maurice, Bonte Pierre, *Marianne, les visages de la République*, Gallimard, 1992, coll. « Découvertes Histoire », 128 p.
- *Mille ans d'école*, « Les collections de L'Histoire », n° 6, octobre 1999, p. 41-74. Ce thème invite à un éclairage mutuel avec le programme d'éducation civique, juridique et sociale de première (pouvoir, représentation, légitimité, État de droit, république, démocratie).

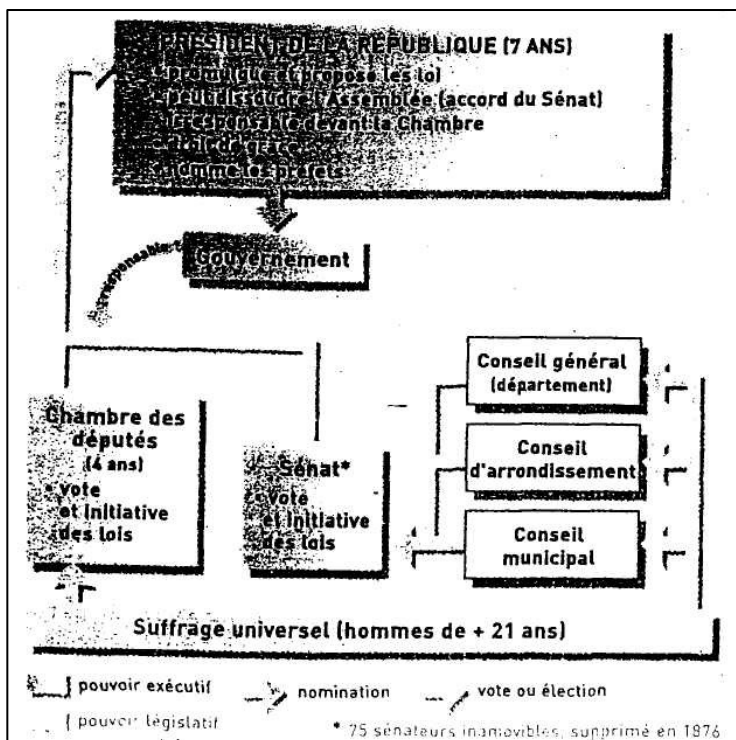
Document 3 : Organigrammes des institutions politiques français de la seconde moitié du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle, d'après le manuel d'histoire Hatier, 2003, classe de 1re L, ES, pages 124 et 125.



1. Les institutions du Second Empire (1852).



2. Les institutions de la IIème République (1848).



3. Les institutions de la IIIème République (1875).

Dossier documentaire : la vie politique sous la Troisième République.

1 « Gloire aux pays où l'on parle »

Clemenceau répond ici au général Boulanger, qui vient de proposer à la Chambre des députés une révision de la Constitution.

Vous avez raillé le Parlement ! Il est étrange, pour vous, que, cinq cent quatre-vingts hommes se permettent de discuter des plus hautes idées qui ont cours dans l'humanité et ne résolvent pas d'un seul coup tous les problèmes économiques et sociaux qui sont posés devant les hommes. Comment ! Les plus grands esprits, tous ceux qui chez tous les peuples honorent l'humanité, ont médité sur ces choses ; ils sont divisés parce que la recherche est longue, parce que la vérité se dérobe, et voici que, par un phénomène qui vous surprend, ces cinq cents hommes qui sont ici ne s'accordent pas sans discussion. Eh bien, puisqu'il faut vous le dire, ces discussions sont notre honneur à tous. Elles prouvent surtout notre ardeur à défendre les idées que nous croyons justes et fécondes. Ces discussions ont leurs inconvénients, le silence en a davantage encore.

Oui ! gloire aux pays où l'on parle, honte aux pays où l'on se tait. Si c'est le régime de discussion que vous croyez flétrir sous le nom de parlementarisme, sachez-le, c'est le régime représentatif lui-même, c'est la République sur qui vous osez porter la main.

Georges Clemenceau, discours à la Chambre des députés, 4 juin 1888.

3 - La République au village

L'auteur raconte l'histoire du village de Mazières-en-Gâtine, dans les Deux-Sèvres.

On était fier de participer par un vote, à la gestion des affaires de l'État qu'on connaissait mal, que le député connaissait mieux, que les ministres connaissaient bien. (...) Et les campagnes électorales ardemment suivies, où il fallait lutter, étaient comme des cérémonies où se retrempait la foi. Tous les ans, le 14 juillet, une grande cérémonie républicaine était célébrée dans la joie. Des jeux, des compétitions étaient organisés et faisaient l'objet de prix. Presque tous les enfants du bourg, de nombreux enfants de la campagne - même ceux des « chouans » - prenaient part aux jeux et aux courses, Et le soir, un banquet par souscriptions ne réunissait pas moins de cent convives, dans la grande salle des fêtes de la mairie. Un discours était prononcé où l'on parlait invariablement de la Bastille, tout le monde applaudissait de confiance. Une retraite aux flambeaux, un immense feu de joie auprès duquel, spontanément on chantait la Marseillaise, un bal public, terminaient la fête.

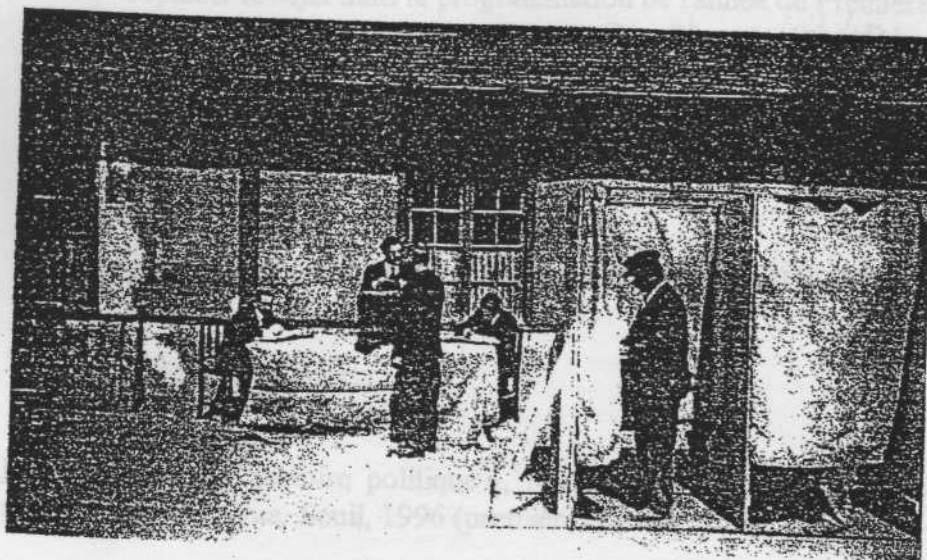
Roger Thabault, 1848-1914, *L'Ascension d'un peuple. Mon village, ses hommes, ses routes, son école*, Paris, 1944, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.

2. La propagande électorale des boulangistes. une visite électorale en 1889 en faveur du général Boulanger. Tableau d'Eugène Buland, Paris, musée d'Orsay.





4 Une affiche électorale de 1885. Affiche du *Gaulois*.



5. L'ISOLOIR. L'isoloir, défini comme « partie de la salle aménagée pour soustraire l'électeur aux regards pendant qu'il met son bulletin dans l'enveloppe » fut adopté en France par une loi de 1913 et mis en pratique pour les législatives de 1914. Il existait en Angleterre depuis 1872, en Belgique depuis 1877 et en Allemagne depuis 1903.